

**Convention collective nationale**  
**RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES**  
**(Accord du 14 mars 1947)**  
**(15 juin 1983)**

(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,  
*Journal officiel* du 13 mai 1987)

AVENANT N° A-289 DU 20 JUIN 2016  
MODIFIANT L'ARTICLE 3 DE L'ANNEXE I

NOR : ASET1650743M

Entre

CGPME

UPA

MEDEF

D'une part, et

CFE-CGC

UGICT

CFTC cadres

CFDT cadres

CGT-FO cadres

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 3 de l'annexe I à la CCN du 14 mars 1947 est modifié comme suit :

Les 9 premiers alinéas sont inchangés.

Les 9 alinéas suivants sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Cependant, en l'absence de versement effectif des cotisations et à défaut de déclaration des rémunérations par l'entreprise, les services effectués dans des entreprises en situation irrégulière au regard des obligations prévues par la présente convention peuvent être validés si au minimum les deux conditions suivantes sont satisfaites :

- les services considérés doivent avoir été validés par le régime de base au titre de l'assurance vieillesse ;
- les participants doivent justifier qu'un précompte, correspondant à la part salariale des cotisations dues au titre du présent régime, a été effectué sur leur salaire pour les services considérés.

Lorsque ces conditions sont satisfaites, les services considérés donnent lieu à inscription de points de retraite complémentaire calculés sur la base des salaires des participants et des cotisations tant patronales que salariales qui auraient dû être versées.

Par exception aux dispositions des deux alinéas précédents, même lorsque les conditions mentionnées sont satisfaites, l'absence de versement effectif des cotisations à une institution relevant de l'AGIRC conduit à ne pas valider les services effectués :

- a)* Par les cadres occupés hors de France, bénéficiaires d'une extension territoriale :
  - recrutés par une entreprise située hors du territoire français ; ou
  - ayant demandé à participer à titre individuel au présent régime.
- b)* Par les personnels des ambassades et consulats étrangers sis en France.
- c)* Par les personnels employés en France par des employeurs étrangers sans établissement en France. »

## **Article 2**

Les dispositions du présent avenant s'appliquent à effet du 1<sup>er</sup> juillet 2016 pour tous les droits non liquidés à cette date.

Fait à Paris, le 20 juin 2016.

(Suivent les signatures.)